

Affichage Public

REPUBLIQUE FRANCAISE

dossier n° DP 073 157 16 R 5021

Commune de Modane

date de dépôt 01/08/2016

demandeur : SARL TEK pour le compte de  
DALAIRY Richard

pour : installation de panneaux solaires

adresse terrain : 206 Rue des Chasseurs Alpains  
– 73500 MODANE

ARRÊTÉ de non-opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de Modane

Le maire de Modane,

Vu la déclaration préalable présentée le 1<sup>ER</sup> Août 2016 par la SARL TEK pour le compte de Monsieur DALAIRY Richard,  
Vu l'objet de la déclaration :

- pour une demande concernant l'installation de panneaux solaires
- au 206 Rue des Chasseurs Alpains à Modane (73500) ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 28/06/06, modifié et révisé le 27/02/2008, modifié les 26/05/2010, 23/02/2011 et 29/07/2016,

Vu le 1<sup>er</sup> avis émis par l'Architecte des Bâtiments de France en date du 16 Avril 2016,

Vu les pièces complémentaires reçues le 1<sup>er</sup> Septembre 2016

Vu le 2<sup>ème</sup> avis émis par l'Architecte des Bâtiments de France en date du 5 Septembre 2016,

Vu le décret 2014-1661 du 29 décembre 2014 prolongeant le délai de validité des permis de construire, des permis d'aménager, des permis de démolir et des décisions de non-opposition à une déclaration préalable

ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup>

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Article 2<sup>ème</sup>

Par dérogation aux dispositions figurant aux premier et troisième alinéas de l'article R.\* 424-17 et à l'article R.\* 424-18 du code de l'urbanisme, le délai de validité des permis de construire, d'aménager ou de démolir et des décisions de non-opposition à une déclaration intervenus au plus tard le 31 décembre 2015 est porté à trois ans. Cette disposition ne fait pas obstacle à la prorogation de ces autorisations dans les conditions définies aux articles R.\* 424-21 à R.\* 424-23 du même code



Le 07 SEPTEMBRE 2016.

Le Maire,

Jean-Claude RAFFIN.

*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales*

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite)

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R 424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R 424-21 et R 424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A 424-15 à A 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux)

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la reconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages ouvrages prévue par l'article L 242-1 du code des assurances.

Commune de Modane

date de dépôt 02/09/2016

demandeur : COMMUNE DE MODANE

pour : **Modification de façades du local technique – TSD 6 places de Punta Bagna**adresse terrain : **Arrondaz Sud – domaine skiable de Vafréjus – 73500 MODANE****ARRÊTÉ** de non-opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de Modane

Le maire de Modane,

Vu la déclaration préalable présentée le 2 Septembre 2016 par la Commune de MODANE,

Vu l'objet de la déclaration :

- pour une demande concernant la modification de façades du local technique – TSD 6 places de Punta Bagna
- au lieudit Arrondaz Sud – domaine skiable de Vafréjus – 73500 MODANE;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 28/06/06, modifié et révisé le 27/02/2008, modifié les 26/05/2010, 23/02/2011 et 29/07/2016,

Vu le décret 2014-1661 du 29 décembre 2014 prolongeant le délai de validité des permis de construire, des permis d'aménager, des permis de démolir et des décisions de non-opposition à une déclaration préalable

**ARRÊTE****Article 1<sup>er</sup>**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

**Article 2<sup>ème</sup>**

Par dérogation aux dispositions figurant aux premier et troisième alinéas de l'article R.\* 424-17 et à l'article R.\* 424-18 du code de l'urbanisme, le délai de validité des permis de construire, d'aménager ou de démolir et des décisions de non-opposition à une déclaration intervenus au plus tard le 31 décembre 2015 est porté à trois ans. Cette disposition ne fait pas obstacle à la prorogation de ces autorisations dans les conditions définies aux articles R.\* 424-21 à R.\* 424-23 du même code



Le 07 SEPTEMBRE 2016.

Le Maire,

Jean-Claude RAFFIN.

*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales*

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite)

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R 424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R 424-21 et R 424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A 424-15 à A 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages ouvrages prévue par l'article L 242-1 du code des assurances.